

Genre et indicateurs

DANS CE NUMÉRO:

- **Genre et mesures du changement : où en est-on ?**
- **Swayamsiddha : suivi participatif en Inde rurale**
- **Revisiter l'ISDH et l'IPF**

À quoi ressemblerait un monde sans inégalités hommes-femmes ? La réalisation de cet objectif passe par l'action en faveur du changement social. Mais comment savoir si nous sommes sur la bonne voie – et si nous avons atteint notre but ? Les indicateurs sensibles à la dimension de genre et autres mesures du changement sont essentiels pour oeuvrer à la fois à une prise en compte réelle des inégalités hommes-femmes, à l'amélioration des programmes et des actions et rendre les institutions responsables de leurs engagements dans le domaine de l'égalité de genre. Ce numéro d'*En Bref* vise à encourager la réflexion sur ces questions en exposant une vue d'ensemble suivie de deux études de cas. La première est un exemple de suivi participatif mené dans le cadre du projet innovateur Swayamsiddha en Inde ; la seconde, de niveau international, se penche sur un effort de redéfinition de l'indice sexospécifique de développement humain (ISDH) et de l'indice de la participation des femmes (IPF) du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Genre et mesures du changement : où en est-on ?

ANNALISE MOSER, *consultante indépendante en genre et développement*

EN 2000, UN GROUPE de femmes de l'Andhra Pradesh, en Inde, a défini ses propres visions du changement social et imaginé des moyens de mesurer ce changement. Elles ont représenté les inégalités hommes-femmes par des dessins à l'intérieur d'un cercle : on pouvait y voir des filles travaillant dans les champs de coton à côté d'une école remplie de garçons et une femme mendiant du travail auprès d'un propriétaire terrien. Dans un autre cercle, les femmes ont décrit ce que serait le monde, si l'égalité hommes-femmes devenait une réalité : leurs dessins montraient des fillettes se rendant à l'école et un homme occupé à des tâches ménagères, tandis que sa femme assistait à une réunion.

Les femmes se sont inspirées de ces dessins pour élaborer un plan d'action, mais comment savoir si les changements qu'elles désiraient se réalisaient ? Pour mesurer si elles étaient sur la

bonne voie, elles décidèrent, par exemple, de compter combien de femmes étaient prêtes à s'engager par serment à envoyer leurs filles à l'école, et de voir si ce nombre était en augmentation. Pour savoir si elles se rapprochaient de leur but, les femmes suivaient la courbe du nombre de filles inscrites à l'école. Tous ces indicateurs permettent de mesurer le changement. *(Adapté de Menon-Sen, 2006)*

Pourquoi mesurer le changement ?

Parce que ce qui a été mesuré a plus de chances d'être traité. En mettant en relief les disparités de genre, les défenseurs de l'égalité hommes-femmes peuvent démontrer l'urgente nécessité de réduire les inégalités. Les mesures sensibles à la dimension de genre peuvent contribuer à ce que les institutions se montrent un peu plus responsables de leurs engagements en matière d'égalité de genre et à renforcer

Mesurer le changement est souvent perçu comme un exercice technique. Pourtant la décision de mesurer les progrès en direction de l'égalité hommes-femmes est politique.

l'évaluation des politiques et des interventions, en vue d'améliorer la planification et les actions.

Au Chili, par exemple, des organisations de femmes ont su utiliser des indicateurs sensibles à la dimension de genre – et les faibles performances en regard de ces indicateurs – pour pousser leur gouvernement à remplir ses engagements en matière d'égalité hommes-femmes. Des programmes gouvernementaux ont été remaniés – par l'introduction de quotas, notamment – afin d'augmenter les crédits consacrés aux femmes des zones rurales.

Mesurer : « quoi » et « comment » ?

Mesurer le changement est souvent perçu comme un exercice technique. Pourtant la décision de mesurer les progrès en direction de l'égalité hommes-femmes est politique, comme les aspects de l'(in)égalité de genre que l'on choisit de mesurer. Qui doit décider ? Les bailleurs de fond, les équipes de programme ou, comme dans le projet novateur de Swayamsiddha (se reporter à l'article deux), les femmes et les hommes qui sont censés en bénéficier ? Quoi qu'il en soit, trois questions fondamentales doivent nous guider : quels sont les objectifs et les buts à atteindre ? Quels changements sont nécessaires pour y parvenir ? Quels sont les meilleurs indicateurs pour mesurer les progrès vers ces transformations ?

Il convient, ensuite, d'envisager quels types de données devront être collectés, et comment. Les « chiffres bruts » produits par les méthodes quantitatives sont indispensables pour démontrer la nécessité de lutter contre les disparités de genre. Les méthodes qualitatives permettent un examen plus approfondi des relations hommes-femmes – comme la façon dont les hommes et les femmes ont la capacité ou non de négocier des rapports protégés. L'approche idéale consiste à combiner données qualitatives et quantitatives en incorporant des techniques participatives sensibles à la dimension de genre, afin que les thèmes d'investigation soient pertinents pour ceux et celles qui sont censés en bénéficier, tels le groupe de femmes de l'Andra Pradesh, et qu'ils/elles en soient « propriétaires ».

Mesurer la prise en compte systématique du genre

Des organisations non gouvernementales (ONG) locales aux agences internation-

ales, l'intégration systématique et transversale du genre fait son chemin. Le défi est de concevoir des indicateurs et des outils permettant de contrôler le respect des engagements en matière d'intégration du genre. Les audits internes en matière de genre peuvent aider à jauger le niveau de sensibilité au genre des politiques, du recrutement, des procédures et de la culture d'entreprise des organisations. Dans un audit du travail du Ministère britannique du développement international (DFID) au Malawi, on a demandé au personnel : « le DFID Malawi vous permet-il de renforcer suffisamment votre connaissance des enjeux de l'égalité hommes-femmes dans votre domaine professionnel ou technique ? » et « Intégrez-vous le genre de manière explicite dans votre travail ? À quel degré ? ».

Les mesures de l'impact des programmes d'intégration du genre sur les bénéficiaires sont moins courantes. Elles peuvent comporter des évaluations qualitatives, des listes de contrôle (check-lists) ou des évaluations de bénéficiaires répertoriées par genre. Une initiative budgétaire sensible à la dimension de genre animée par le PNUD en Mongolie a analysé les dépenses et les recettes du gouvernement pour voir si le budget bénéficiait autant aux femmes qu'aux hommes. Ceci a permis d'identifier divers ajustements des politiques et des budgets pour un meilleur impact.

Mesurer la difficulté de mesurer

Certains aspects de l'(in)égalité hommes-femmes sont difficiles à définir, comme les dimensions de genre de la pauvreté ou de l'émancipation des femmes ; d'autres sont des sujets sensibles comme la violence sexospécifique, ou se manifestent dans des contextes difficiles comme les conflits armés – qui les rendent particulièrement difficiles à mesurer. Pour saisir le caractère multi-forme et sexospécifique de la pauvreté, les indicateurs doivent aller au-delà du revenu et de la consommation. Les évaluations de la pauvreté participatives et sensibles à la dimension de genre et les études en matière de « pauvreté de temps » peuvent y contribuer.

Des organisations introduisent de plus en plus des données qualitatives dans leurs mesures de l'émancipation des femmes – pour saisir ses dimensions multiples. L'ONG CARE adopte une

approche novatrice en ce domaine, en explorant ce que recouvre « l'émancipation » pour les femmes elles-mêmes et en les associant à chaque étape du processus de recherche. En ce qui concerne la violence de genre, des chercheurs pratiquant des méthodes participatives au Pakistan ont adopté une démarche permettant de mettre les femmes en confiance et de répondre à leurs questions sur la violence domestique, en obligeant les belles-mères à quitter la pièce en demandant poliment un verre d'eau, par exemple.

Mesures internationales

Les indicateurs sensibles au genre les plus visibles se situent aux niveaux national, régional et international. Ils sont vitaux pour établir des comparaisons en matière d'égalité de genre entre les pays et les régions, en traduisant des données complexes en messages simples, en termes de réussites et de disparités. L'accent mis sur l'égalité hommes-femmes dans l'OMD 3 (Objectif du millénaire pour le développement) est un aboutissement considérable, après des décennies de campagnes sur l'importance de l'égalité de genre dans le développement humain. On s'interroge encore beaucoup, cependant, pour savoir si les indices actuels sont bien adaptés, et l'on déploie des efforts pour introduire une gamme plus large d'indicateurs – sur la violence domestique et la propriété de la terre, par exemple. Les limites de l'indicateur sexospécifique du développement humain (ISDH) et de l'indicateur de la participation des femmes (IPF) du PNUD ont impulsé une révision majeure des outils de mesure existants (article trois).

Des initiatives novatrices cherchent à élaborer de nouveaux indices incorporant un plus grand nombre de dimensions et d'indicateurs (tel que l'indice d'équité hommes-femmes de Social Watch). On observe également l'adaptation de certains indicateurs internationaux afin de mieux représenter les tendances de l'égalité hommes-femmes au niveau régional (tel que l'Indice de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA)), des initiatives visant à créer des ensembles d'indicateurs sexospécifiques harmonisés, et des efforts de suivi des engagements des donateurs et des gouvernements en faveur de l'égalité de genre dans le cadre de la nouvelle

architecture de l'aide internationale. Il est fondamental d'améliorer la production et la diffusion de données répertoriées par genre pour mener à bien ces initiatives.

Recommandations

- Poursuivre l'élan en faveur de la révision et l'élaboration d'indices internationaux alternatifs selon le genre.
- Assister et renforcer les bureaux de statistiques nationales dans la production de données sensibles au genre
- Réfléchir à des solutions optimales pour mesurer les dimensions de genre de certaines questions multi-aspectuelles et sensibles et partager des exemples d'approches réussies
- Réfléchir aux moyens d'associer des méthodologies qualitatives et quantitatives pour générer des données plus riches
- Utiliser des approches participatives dans toute la mesure du possible, y compris dans la définition d'indicateurs sensibles au genre
- Utiliser des indicateurs sensibles au genre pour évaluer les résultats et l'impact des efforts d'intégration du genre
- Rendre obligatoire l'organisation d'évaluations ou d'audits internes en terme de genre, à une fréquence régulière.

Les mesures sensibles à la dimension de genre ne peuvent à elles seules réduire les iniquités entre hommes et femmes. Pour un véritable changement, leurs conclusions doivent être documentées, diffusées et utilisées.

Cet article est un bref résumé du *Panorama (Overview Report)* « genre et indicateurs » (à paraître en français) d'Annalise Moser (se reporter à la dernière page de ce bulletin pour de plus amples informations).

ANNALISE MOSER

est une spécialiste dans le domaine du genre et développement, travaillant à titre indépendant

Courriel : annalisedmoser@hotmail.com



Sites utiles

Bases de données régionales et internationales de statistiques répertoriées par genre :

Base de données GenderStats de la Banque mondiale
<http://genderstats.worldbank.org>

Statistiques et indicateurs des Nations Unies sur les hommes et les femmes
<http://unstats.un.org/unsd/demographic/prducts/indwm/>

Organisation de coopération et de développement économique
La base de données Égalité homme-femme, Institutions et Développement (EID)
http://www.oecd.org/document/23/0,2340,en_2649_33947_36225815_1_1_1_1,00.html

United Nations Economic Commission for Latin America and the Caribbean Gender Statistics (Statistiques répertoriées par genre de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes) (*anglais et espagnol*)
http://www.eclac.cl/mujer/proyectos/perfil_es_en/default.htm (*anglais*)
http://www.eclac.cl/mujer/proyectos/perfil_es/default.htm (*espagnol*)

Site de statistiques répertoriées par genre de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (*en anglais*)
<http://www.unece.org/stats/gender/web/genpols.htm>

Voir également le site Siyanda :
<http://www.siyanda.org>
(*en anglais, tapez « indicateurs »*)

Toutes les adresses Internet étaient valides à la date de juin 2007.

«**D**E QUEL AVENIR rêvez-vous pour votre fille ? », « Quelles sont les qualités que vous aimeriez qu'elle possède ? ». Les équipes du projet Swayamsiddha ont utilisé ces questions pour inciter des femmes vivant dans des zones rurales, en Inde, à identifier leurs propres objectifs d'émancipation et évaluer les progrès réalisés pour atteindre ces objectifs. Démarré en 2000 et mené sur cinq ans, le projet Swayamsiddha (« femmes indépendantes ») s'est fixé pour objectif d'améliorer la vie de femmes et de filles vivant dans des régions rurales de l'Inde et de leur donner les moyens de répondre à leurs propres besoins en matière de développement. Nous avons coordonné le projet dans le cadre de la BAIF Development Research Foundation (BAIF), et neuf ONG indiennes l'ont mis en oeuvre dans six états.

Quels changements cherchions-nous à produire ?

Agissant dans le cadre d'organisations à base communautaire (OBC), Swayamsiddha travaillait auprès de 5000 femmes et plus de 1000 filles, cherchant à élargir leurs horizons et leurs possibilités et à renforcer leur capacité à faire ces changements.

Dès le départ, le suivi et l'évaluation participatives ont fait partie intégrante du projet. Pour mesurer les succès, il a d'abord fallu définir les résultats escomptés. L'évaluation des besoins de la communauté, où l'on demandait aux membres des OCB quels étaient leurs besoins, y tenait un rôle essentiel. Des questions invitaient les participants à s'exprimer – « pourquoi les filles ne vont-elles pas à l'école ? », « à quelle activité les femmes passent-elles le plus de temps ? ». Les femmes parlaient principalement de besoins concrets comme l'accès aux soins et comment gagner sa vie.

[Les femmes et les filles disaient] qu'il leur était arrivé de manger les graines qui restaient et de ne plus en avoir pour ensemer. Elles ont parlé de femmes qui meurent en couches, [...] de récoltes qui sèchent dans les champs et de la migration des hommes à la recherche de travail. (IDRC/CRDI, 2005)

Ces problèmes identifiés, les équipes de Swayamsiddha travaillèrent avec les OBC pour y répondre – en améliorant l'accès à

: suivi participatif dans l'Inde rurale

SAVITA KULKARNI, BAIF Development Research Foundation et EMILY ESPLEN, BRIDGE



Une femme d'une organisation communautaire de base (OCB) dans l'état du Maharashtra, en Inde, montre son relevé de compte pour un projet de génération de revenus supporté par Swayamsiddha. (BAIF/IDRC)

l'eau potable, encourageant les activités génératrices de revenus, encourageant l'éducation des filles et mettant davantage d'informations de santé à la disposition des femmes.

Comment savions-nous que nous étions sur la bonne voie ?

Les besoins étaient incorporés dans un outil de conception et de planification du projet – un cadre exposant la finalité du projet, ses objectifs et les cibles correspondantes – et des indicateurs ont été élaborés pour contrôler la réalisation de ces objectifs. Nous sentions qu'il était vital que les indicateurs choisis ne se contentent pas d'aligner des chiffres en plus ou en moins. Par exemple, nous avons d'abord pensé utiliser un indicateur permettant d'identifier une augmentation du nombre de filles scolarisées. Puis nous avons pris conscience que scolarisation et présence scolaire sont deux choses différentes, et nous avons reformulé l'indicateur en membres féminins des organisations à base communautaire qui envoient toutes leurs filles à l'école. Ceci a permis au projet de suivre pas à pas si les mères encourageaient leurs filles à aller à l'école – signe d'un changement d'attitude des femmes concernant le rôle des femmes et des filles dans la société.

Il y eut cependant des tensions entre les exigences d'un des donateurs et les besoins du projet. Le donateur trouvait que la méthode de planification par cadre logique (« logframe ») ne cadrerait pas avec ses systèmes de compte-rendus car il mettait trop l'accent sur les indicateurs qualitatifs. En fin de compte, le projet adopta deux cadres logiques : le cadre de

travail de Swayamsiddha pour guider le projet, basé sur des indicateurs générés par la communauté (comme l'acceptation des femmes assumant des rôles non traditionnels par la communauté), et un cadre de compte-rendu axé sur des indicateurs quantitatifs (comme le nombre de membres féminins des OCB utilisant régulièrement des technologies réduisant le temps de travail).

Indice de la participation des femmes

Outre le suivi régulier du projet, deux études d'évaluation approfondies ont été menées, dont une sur la participation des femmes en novembre 2004, en vue de générer une meilleure compréhension des éléments auxquels les femmes attribuaient leur émancipation. Des entretiens ont été organisés, où l'on demandait aux femmes : « quelle est la femme la plus indépendante de la communauté ? », « quelles sont les qualités qui la rendent indépendante ? ». Les femmes avaient parfois du mal à penser de cette façon abstraite, aussi nous leur demandions : « qu'est-ce que vous ne pouvez pas faire et que vous aimeriez que votre fille puisse faire ? ».

Dans le cadre de l'évaluation, des groupes focaux se sont tenus avec des femmes des OCB pour voir si elles pensaient qu'elles avaient changé au cours du projet. Des entretiens de groupe ont également eu lieu avec les maris de ces femmes, afin de déterminer quels changements ils avaient observé et évaluer quels étaient leurs sentiments à propos de ces changements.

Quels changements se sont produits ?

Pour certaines d'entre elles, le simple fait d'assister à une réunion convoquée pour les femmes ou de regarder un visiteur dans les yeux représentait un accomplissement important. D'autres, par contre, se sentaient plus prêtes à exercer un rôle de leadership au sein de leur collectivité.

(IDRC/CRDI, 2005)

Dans les groupes focaux, les femmes ont parlé de la manière dont elles avaient changé. Elles ont rapporté qu'elles pouvaient désormais s'exprimer plus ouvertement, ce que leurs maris ont confirmé. Presque toutes les femmes ont dit qu'elles voulaient que leurs filles jouent un rôle différent du leur dans la communauté – qu'elles aient un emploi et ne travaillent pas dans les champs comme elles. À la clôture du projet à la fin de 2005, 86 % des membres féminins des OCB envoyaient leurs filles à l'école, contre 63 % en 2001, 95 % d'entre elles avaient eu accès à des informations ou des services de santé, contre 66 % en 2001. Les OCB avaient aussi mené campagne auprès du gouvernement pour la mise en place de services – et plus de la moitié de ces demandes ont été acceptées.

Qu'avons-nous appris ?

L'important c'est de comprendre que le suivi se fait parce qu'il est utile et que les participants veulent l'utiliser et non parce qu'il faut le faire...

(Bhirdikar et al, 2005: 58)

Trop souvent, le suivi est perçu comme un « flicage » par des gens extérieurs. Or, l'expérience de Swayamsiddha nous enseigne que lorsque les indicateurs et les outils de conception et de planification sont conçus de bas en haut, la communauté peut réellement bénéficier des résultats. Cette démarche n'est pas seulement indispensable au succès du projet, elle est transformatrice en soi.

SAVITA KULKARNI est coordinatrice de programme à la BAIF Development Research Foundation, Dr. Manibhai Desai Nagar, Warje, Pune, Inde 411052
Courriel : savitakulkarni@baif.org.in
<http://www.baif.org.in/>
EMILY ESPLEN est chercheuse à BRIDGE, Institute of Development Studies



Revisiter l'ISDH et l'IPF

BHARATI SILAWAL-GIRI, *Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)* et EMILY ESPLEN, *BRIDGE*

« SANS UNE PRISE EN COMPTE du genre, le développement humain est menacé ». Tel était, en substance, le message clair du *Rapport sur le développement humain* de 1995, qui présentait pour la première fois l'Indicateur sexospécifique du développement humain (ISDH) et l'Indicateur de la participation des femmes (IPF).

Que mesurent l'ISDH et l'IPF ?

L'ISDH est une mesure qui ajuste l'Indice de développement humain en fonction des inégalités de genre au niveau des trois dimensions couvertes par l'Indice de développement humain, à savoir, l'espérance de vie, le niveau d'éducation et les revenus. Il est par conséquent important de noter que l'ISDH n'est « pas » une mesure de l'inégalité de genre en tant que telle. [...]

L'IPF vise à mesurer la représentation relative des femmes dans les sphères du pouvoir économique et politique. Il considère ainsi les écarts de genre au niveau de la représentation politique, aux postes professionnels et de gestion dans la sphère économique et dans les revenus gagnés. (Klasen, 2006)

La prise en compte des écarts entre hommes et femmes dans l'évaluation du développement humain est intervenue comme une initiative novatrice et bienvenue, coïncidant avec le jalon posé par la plate-forme pour l'Action de Beijing. Mais les contraintes existantes ont réduit le potentiel des indices, et faute d'être suffisamment comprises, ces limitations ont parfois été mal interprétées. Dix ans après l'introduction de ces mesures, le bureau du Rapport mondial sur le développement humain a entamé, en collaboration avec le Groupe genre (Gender Team) du PNUD, un processus d'évaluation de l'impact de l'ISDH et de l'IPF, et suggéré des améliorations ou des mesures alternatives.

Pourquoi revisiter l'ISDH et l'IPF ? Premières étapes d'un bilan

Des documents de travail ont été commandés pour fournir la base conceptuelle et technique du bilan. Une discussion en ligne s'est également tenue sur la nécessité ou non de réviser les indicateurs, impliquant du personnel du PNUD travaillant dans les bureaux de pays et au siège, ainsi que du personnel d'autres agences des Nations Unies, des

représentants gouvernementaux, de l'éducation et de la recherche, et des ONG.

Les débats ont été riches et de nombreux problèmes ont été soulevés. Une des préoccupations était la difficulté de refléter les multiples aspects des inégalités de genre, à l'aide d'indices comportant si peu d'éléments. Des participants ont proposé d'évaluer des aspects supplémentaires : la sécurité et la dignité personnelle, le temps libre des femmes, les campagnes pour l'égalité et dans quelle mesure on a « le choix ».

Les participants ont aussi reproché aux indicateurs de ne pas rendre compte de la vie quotidienne des femmes et de ses réalités. Par exemple, un aspect fondamental de l'IPF est la participation politique et le pouvoir de prendre des décisions, que l'on mesure par la proportion de sièges parlementaires détenus par les hommes et les femmes. Or, cette mesure ne reflète pas la représentation des femmes dans la gouvernance locale, dont les décisions peuvent avoir des répercussions bien plus importantes sur la vie quotidienne des femmes et des hommes.

Le fait que les indices soient liés à l'indice de développement humain (IDH) pose également certains problèmes. Ainsi, l'ISDH corrige l'IDH en appliquant une pénalité en cas d'inégalités de genre dans les trois dimensions, de sorte qu'un ISDH peut-être faible soit parce que l'IDH est faible, soit parce que l'IDH est élevé mais que les disparités de genre sont importantes. Un pays pauvre ne pourra donc jamais avoir un ISDH très élevé.

Recommandations pour le changement

Les idées générées par les documents et la discussion en ligne ont été débattues dans le cadre d'une réunion d'experts organisée par le Bureau du rapport mondial sur le développement humain en 2006. Des propositions concrètes ont émergé, allant de « correctifs » à court terme à des programmes de recherche à plus long terme. Elles ont été publiées dans le *Rapport sur le développement humain* de 2006.

Des recommandations de court terme insistent sur les moyens de limiter les défauts d'interprétation de l'ISDH et de l'IPF, par des directives plus claires pour une interprétation correcte des mesures – et sur le fait que les indices ne sont pas une mesure de l'égalité hommes-femmes. Une option à plus long terme serait de

remplacer l'ISDH par un indicateur composé alternatif (combinant plusieurs indicateurs dans une mesure globale) d'(in)égalité hommes-femmes. Il pourrait s'agir de comparer les progrès des femmes par rapport aux hommes en terme d'espérance de vie, d'éducation et de revenus, pour révéler certaines disparités de genre.

Une autre possibilité est de créer une mesure composée entièrement nouvelle du « déficit féminin », centrée sur les femmes, intégrant des paramètres comme les violences faites aux femmes. Dans cette voie, il convient d'élaborer des indicateurs sur la sécurité physique, par exemple, compatibles avec les problèmes de définition et de collecte de données. Il est tout aussi urgent de formuler des indicateurs qui reflètent les inégalités en terme de revenus et de temps disponibles.

Le plus grand défi sur le long terme est peut-être de concevoir une mesure qui ne se focalise pas uniquement sur les résultats individuels, tels que le taux d'alphabétisation (cas de l'ISDH), mais incorpore également des variables permettant de mesurer si le contexte d'un pays est plus ou moins propice à l'égalité de genre, telles que les cadres juridiques et institutionnels.

Quelles perspectives ?

Prises ensemble, ces recommandations présentent un ensemble de propositions convaincantes, qui permettraient de saisir les inégalités de genre à une échelle encore inédite. Cependant, en l'absence de meilleures données comparatives, il est très difficile de traduire ces idées en actions. Les progrès existent bel et bien : la volonté de mesurer le changement sur toute une gamme de questions de genre se propage à grands pas, des organisations de base aux niveaux internationaux. Il est vital de s'inspirer de ces initiatives passionnantes et, sur leur base, de générer davantage de données, de meilleure qualité, afin que la nécessité d'agir ne soit plus contestable.

Remerciements à Stephan Klasen et Tim Scott pour leur contribution à cet article.

BHARATI SILAWAL-GIRI est spécialiste en Genre et développement au sein du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)
Courriel: bharati.silawal@undp.org
<http://www.undp.org/women/index.shtml>

EMILY ESPLEN est chercheuse à BRIDGE, Institute of Development Studies

RÉFÉRENCES ET SOURCES COMPLÉMENTAIRES

Beck, T. et Stelcner, M. (1997), *Guide des indicateurs tenant compte des écarts entre les hommes et les femmes*, Agence canadienne de développement international (ACDI/CIDA), Gatineau (Québec) <http://www.acdi-cida.gc.ca/INET/IMAGES.NSF/vLUIImages/Policy/Sfile/WID-GUID-F.pdf>

Bhirdikar, K., Earl, S., Khot, S., Kulkarni, S., Hay, K., et Indapurkar, S., *How a Use and Learning Oriented Planning, Monitoring & Evaluation System Evolved in the Swayamsiddha Project*, BAIF Development Research Foundation, Pune, 2005 http://www.idrc.ca/uploads/user-S/11592100393M__E_Report_Version_21.pdf

BRIDGE, 'Gender and Indicators' [Genre et indicateurs, version française à paraître], Cutting Edge Pack, BRIDGE/IDS, Brighton, 2007 http://www.bridge.ids.ac.uk/reports_gend_CEP.html#Indicators

Rapport mondial sur le développement humain 1995 – Égalité des sexes et développement humain, publié pour le PNUD par Economica, Paris, 1995 http://hdr.undp.org/reports/global/1995/fr/hdr_fr_1995.pdf

International Development Research Centre /Centre de Recherches pour le Développement International (IDRC/CRDI), *La recherche au service de l'autonomisation des femmes*, CRDI, Canada, 2005 http://www.idrc.ca/fr/ev-94061-201-1-DO_TOPIC.html

Klasen, S., Fu, H., Franco, S., Kurukulasuriya, S. et Schmitt, H., HDRStats-Net Réponse Consolidée : « DISCUSSION: Réexaminer l'ISHD et l'IPF » Affiché conjointement sur les HDRStats-Net et GenderNet du PNUD, 31 Octobre 2005 http://hdr.undp.org/docs/nhdr/consolidated_replies/139.pdf

Klasen, S., « Mesurer l'inégalité entre les sexes et son impact sur le développement humain : débat à propos de l'Indicateur sexospécifique du développement humain (ISDH) et de l'Indicateur de la participation des femmes (IPF) », *Idées sur le DH*, N° 2, Novembre 2006, PNUD http://hdr.undp.org/docs/nhdr/insights/HDInsights_Nov2006_Fr.pdf

Klasen, S. (ed.), Special Issue: Revisiting the Gender-related Development Index (GDI) and Gender Empowerment Measure (GEM), *Journal of Human Development*, Vol. 7 No. 2, July 2006, New York: UNDP

Menon-Sen, K., 'Another world is possible: an exercise to define change goals and work out ways to track the change process', document non publié, septembre 2006

Moser, C., *An introduction to gender audit methodology: its design and implementation in DFID Malawi*, Overseas Development Institute (ODI), Londres, 2005 http://www.odi.org.uk/PPPG/publications/papers_reports/ODI_Moser_gender_audit_methodology.pdf?itemprcd=gender

Podems, D. et BAIF, *Final Evaluation Report: Women's Empowerment in Swayamsiddha Project (In Dhruva Project Areas)*, BAIF Development Research Foundation, Pune, 2005 http://www.idrc.ca/uploads/user-S/11593615711Swayamsiddha_UFE_Empowerment_Report.doc

ENBREF **Votre avis nous intéresse!**

Envoyez-nous un courriel : bridge@ids.ac.uk

ENBREF est également disponible en anglais et en espagnol

en version électronique téléchargeable sur le site de BRIDGE ou en format imprimé, en s'adressant à BRIDGE.

ENBREF 19 • août 2007



Également disponible -

Le *kit actu* « Genre et indicateurs » en anglais, comprenant, outre ce numéro d'*En Bref* :

- un *Panorama* des principaux problèmes, des pratiques exemplaires et des recommandations
- Une *Boîte à outils* comprenant des résumés de textes de référence, des études de cas, des outils, des ressources en ligne et les coordonnées des organisations intervenant dans ce domaine.

Une version française de ce *kit actu* intégral sera disponible en ligne prochainement.

BRIDGE

BRIDGE soutient les efforts déployés dans la sphère politique et sur le terrain en faveur de la prise en compte du genre, en comblant le fossé entre théorie, politique et pratique par l'apport d'informations accessibles et variées sur toutes les questions relatives à la notion de genre. BRIDGE est un service d'information et de recherche en genre et développement basé à l'Institute of Development Studies (IDS) au Royaume-Uni. Ce numéro d'*En Bref* a été réalisé grâce au soutien financier du gouvernement canadien par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international (ACDI-CIDA). Nous remercions également nos donateurs au long cours : le Ministère du Développement International au Royaume-Uni (DFID), Irish Aid, la Direction du Développement et de la Coopération (DDC), en Suisse, et l'Agence suédoise de Coopération Internationale au Développement (Asdi), pour leur appui continu au programme de BRIDGE. Nous remercions également l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) d'avoir financé l'impression et la diffusion de la version française.

© Copyright: Institute of Development Studies 2007 ISSN: 1358-0612

Rédactrices : Justina Demetriades et Emily Esplen
Remerciements à Hazel Reeves pour son aide éditoriale, à Andrew Corbett pour le graphisme et à Laurence Nectoux pour la traduction.

Pour de plus amples informations, contactez-nous à :
BRIDGE, Institute of Development Studies, University of Sussex, Brighton BN1 9RE, UK
Tél : +44 (0)1273 606261 - Fax : +44 (0)1273 621202
Courriel : bridge@ids.ac.uk

Siyanda : une base de données complète sur le « genre et développement » <http://www.siyanda.org/>

BRIDGE : téléchargez gratuitement tous nos rapports, y compris les Cutting Edge Packs/Kit Actu' à : <http://www.bridge.ids.ac.uk>



L'IDS est un organisme de charité à responsabilité limitée, inscrit en Angleterre au registre des organisations caritatives sous le numéro 877338.



L'OIF regroupe 55 états et gouvernements membres et 13 observateurs. www.francophonie.org